



Les États-Unis expulsent en secret des Palestiniens vers la Cisjordanie, en coordination avec Israël

## Description

*Une enquête révèle que les Palestiniens arrêtés par l'ICE sont transportés par avion, ligotés et menottés, à bord d'un jet privé appartenant à un magnat israélo-américain proche de Trump.*



*Mohammed Kanaan (avec le keffieh rouge) prend un selfie avec des Palestiniens expulsés qui ont été libérés à un poste de contrôle près de la ville de Nablus, dont Maher Awad, 24 ans, du Michigan (au premier plan), et Sameer Zeidan, 47 ans, de Louisiane (au second plan), en Cisjordanie occupée, le 21 janvier 2026. (Avec leur autorisation)*

Par Ghousoon Bisharat et Ben Reiff, le 5 février 2026

Les États-Unis d'Amérique portent discrètement vers la Cisjordanie occupée, à bord d'avions privés, des Palestiniens arrêtés par l'ICE (Immigration and Customs Enforcement, service américain chargé de l'immigration et des douanes). Depuis le début de l'année, deux vols de ce type ont été organisés en coordination avec les autorités israéliennes, dans le cadre d'une

---

opération secrète et politiquement sensible révélée par une enquête conjointe du magazine +972 et du *Guardian*.

Huit Palestiniens, menottés aux poignets et aux chevilles pendant toute la durée du voyage, ont été transportés par avion depuis un centre de rétention de l'ICE à Phoenix, en Arizona, le 20 janvier, et sont arrivés à Tel-Aviv le lendemain matin après une escale pour ravitaillement dans le New Jersey, en Irlande et en Bulgarie. À leur arrivée à l'aéroport Ben Gourion, les hommes ont été placés dans un véhicule avec un policier israélien armé, puis libérés à un poste de contrôle militaire à l'extérieur de la ville palestinienne de Nablus, en Cisjordanie.

Le même jet privé, qui appartient à un magnat israélo-américain de l'immobilier, ami et partenaire commercial de longue date du président Donald Trump, a effectué un voyage presque identique lundi dernier, mais le nombre de passagers à bord et l'identité de la plupart d'entre eux restent inconnus.

Selon des personnes proches du dossier, les huit hommes expulsés lors du premier vol, une information signalée pour la première fois par le journal israélien *Haaretz*, sont des résidents de villes de Cisjordanie, notamment Bethléem, Hébron, Silwad, Ramun, Bir Nabala et Al-Ram. Certains d'entre eux étaient titulaires d'une carte verte, et plusieurs ont une femme, des enfants et d'autres membres de leur famille proche aux États-Unis. Certains avaient été détenus dans des centres de l'ICE pendant des semaines ; au moins un d'entre eux avait été détenu pendant plus d'un an. La première personne à les avoir remarqués lors de leur libération au poste de contrôle de Nablus le 21 janvier est Mohammed Kanaan, un professeur d'université résidant près du passage frontalier.

« Vers 11 heures, j'ai vu un groupe d'hommes marcher vers ma maison vêtus de pyjamas gris clair, comme ceux portés par les prisonniers [palestiniens] dans les prisons israéliennes », a-t-il déclaré à +972 et au *Guardian*. (Ces survêtements provenaient de l'ICE.) « J'ai été choqué de les voir. L'armée israélienne ne libère généralement pas les prisonniers à ce poste de contrôle. »



*Un travailleur palestinien attend devant le poste de contrôle de Niâlin, avec en arrière-plan la colonie israélienne de Hashmonaim, en Cisjordanie occupée, le 21 octobre 2013. Photographie : Keren Manor image : Activestills*

Kanaan raconte que les hommes étaient transis de froid lorsqu'ils sont arrivés chez lui. « Ils ne portaient ni veste ni manteau, et il faisait un temps très froid et venteux ce jour-là », dit-il. « Ils sont restés chez moi pendant deux heures, pendant lesquelles je leur ai donné à manger et ils ont appelé leurs familles qui sont venues les chercher ou ont organisé leur transport. »

Selon Kanaan, cela faisait si longtemps que ces hommes n'avaient pas eu de contact avec leur famille, en raison de leur détention prolongée dans les centres de détention ICE, que certains d'entre

eux étaient considérés comme disparus. « Leurs familles étaient tellement heureuses d'entendre leur voix », a-t-il ajouté. « Une mère s'est mise à crier et à pleurer au téléphone. »

Un habitant de Ramun a confirmé que deux hommes originaires de cette ville de Cisjordanie se trouvaient à bord du premier vol de déportation. Il a ajouté qu'au moins quatre autres jeunes hommes originaires de cette ville et vivant aux États-Unis sont actuellement détenus par les autorités américaines, ce qui fait craindre qu'ils ne soient également expulsés.

Plusieurs avocats spécialisés en droit de l'immigration ont exprimé leur choc et leur inquiétude face à ces vols, soulignant que les déportations de Palestiniens via Israël étaient extrêmement rares par le passé et que faciliter les déportations dans les territoires occupés pouvait constituer une violation du droit international.

« Outre les nombreuses irrégularités liées à la déportation de huit Palestiniens à bord d'un jet privé et sans procédure régulière, ce transfert viole également le principe de non-refoulement, qui interdit le renvoi forcé d'individus vers un pays où il existe des motifs sérieux de croire qu'ils risqueraient de subir un préjudice irréparable à leur retour, notamment des persécutions, des tortures, des mauvais traitements ou d'autres violations graves des droits humains », a expliqué Gissou Nia, directrice du projet de litige stratégique à l'Atlantic Council.

« Les États-Unis sont liés par des traités internationaux qui interdisent explicitement cela, notamment la Convention contre la torture », a-t-elle poursuivi. « Par conséquent, les États-Unis ont violé ce principe en renvoyant des demandeurs d'asile palestiniens et des Palestiniens bénéficiant d'autres statuts sur un vol à destination d'Israël, où ils risquent d'être persécutés. »



*Des agents de la police des frontières israélienne arrêtent violemment un manifestant palestinien près du poste de contrôle de Beit El, au nord de Ramallah, en Cisjordanie occupée, le 22 décembre 2017 photographe : Oren Ziv*

 « Le rôle joué par lâ??état israélien dans le transfert de ces personnes de lâ??aéroport Ben Gourion vers la Cisjordanie les rend également complices de cette violation à», a ajouté Nia.  « Qui plus est, si lâ??Irlande et la Bulgarie ont eu connaissance du fait que le jet privé transportait ces personnes, lâ??escale pour le ravitaillement en carburant soulève également des questions quant à la responsabilité intermédiaire de ces pays.  »

L'ancien avocat israélien spécialisé dans les droits de l'homme, Michael Sfard, a qualifié ces vols de « cas d'exception » je ne connais aucun cas où des Palestiniens ont pu rejoindre la Cisjordanie via l'aéroport Ben Gourion, pas même dans le cadre d'une aide humanitaire, « l'exception des personnalités importantes ». Il estime donc que « des intérêts particuliers ont rendu cela possible ».

Selon *Haaretz*, ces déportations faisaient suite à « une demande inhabituelle de Washington à Israël » et ont été approuvées par les services de sécurité israéliens (le Shin Bet).

### « Tout ce que j'ai vu, c'était aux États-Unis »

Maher Awad, 24 ans, était l'un des huit hommes à bord du premier vol déportatoire. « Ma vie était belle », a-t-il regretté dans une interview accordée au magazine *+972* et au *Guardian* depuis la maison familiale à Ramun, près de Ramallah, dans un anglais teinté d'accent étatsunien. « Je me sentais en sécurité aux États-Unis jusqu'à ce que l'ICE m'arrête. »

Il a raconté avoir quitté la Cisjordanie il y a près de dix ans pour s'installer à Kalamazoo, dans le Michigan, où vivait déjà son oncle. Il y a terminé ses études secondaires avant de commencer à travailler dans le très fréquent restaurant familial de *shawarma*, parmi d'autres entreprises familiales. Il n'avait pas de carte verte, mais a réussi à obtenir un numéro de sécurité sociale lors de sa demande. Il payait également des impôts et avait obtenu son permis de conduire.

Il a rencontré sa compagne, Sandra McMyler, âgée de 26 ans, il y a quelques années. Ils avaient prévu de se marier. « Tout ce que j'ai appris, tout ce que j'ai vu, c'était aux États-Unis. »



*Un homme Palestinien descend de l'aviation privée qui l'a expulsée, lui et sept autres Palestiniens, des  tats-Unis vers Israël, le 21 janvier 2026. (Photographie non-sourc e)*

En février 2025, Awad a appelé la police pour signaler une effraction. Mais à leur arrivée, les agents l'ont arrêté, apparemment en lien avec une accusation de violence domestique datant de 2024, qui, selon lui et McMyler, la victime, avait été abandonnée. Il a été détenu pendant deux jours dans la prison locale ; à sa sortie, il a été arrêté par l'ICE. (L' accusation pénale a ensuite été rejetée.)

Pendant près d' un an, il a été transféré dans différents centres de détention avant d' être placé à bord d' un avion à destination d' Israël. Selon lui, les agents de l'ICE ont confisqué son passeport palestinien et son téléphone, et ne les lui ont pas rendus. Lorsqu' il a récemment été arrêté à un poste de contrôle militaire israélien, tout ce qu' il avait à leur présenter était son permis de conduire du Michigan.

Lorsqu' il a appris que les autorités étasuniennes prévoient de le renvoyer en Cisjordanie, il a exprimé de vives objections aux agents de l'ICE et à un juge.   Mais ils m' ont simplement

---

forcé à partir », a-t-il expliqué. « C'est effrayant ; je ne veux vraiment pas être ici. Je préférerais être dans un autre pays que le mien en ce moment, à cause de tout ce qui se passe. »

Peu avant la détection d'Awad, McMyler, qui avait deux enfants, est tombée enceinte de son fils, il y a quatre mois. Awad ne l'a encore jamais vu. « Ça me rongait jour après jour », a-t-il confié, évoquant le fait d'avoir manqué sa naissance. « Chaque fois que je m'endors, je regarde ses photos et je pleure. »

Outre sa partenaire et son fils, le frère, la sœur et l'oncle d'Awad vivent toujours aux États-Unis, où ils ont tous un statut légal, selon lui.

« Il veut juste son fils, il veut sa famille », a imploré McMyler à +972 et au *Guardian* depuis le Michigan. « Il veut pouvoir m'aider à m'occuper de son bébé. Il veut le serrer dans ses bras, l'embrasser, lui parler. »

« Mes autres enfants lui manquent », a-t-elle ajouté, décrivant comment elle a dû se débrouiller sans Awad au cours de l'année écoulée. « Je veux que ma famille soit réunie. »



*Maher Awad et Sandra McMyler. (Avec leur autorisation)*

Sameer Zeidan, un employé d'une pizzeria de 47 ans originaire de la ville de Bir Nabala, également située près de Ramallah, se trouvait dans le même vol de transportation qu'Awad. Son oncle, Khaled, a indiqué à +972 et au *Guardian* que Zeidan vivait en Louisiane depuis plus de vingt ans avec sa femme, également palestinienne originaire de Cisjordanie et citoyenne

Américain. Ils ont eu cinq enfants ensemble, qui ont tous un passeport Américain.

Selon son oncle, Zeidan avait une carte verte, mais il l'a laissée expirer sans la renouveler. Ses parents et trois de ses frères et sœurs vivent également aux États-Unis.

Khaled explique que Zeidan, qui a purgé une peine de prison il y a environ dix ans, a été détenu par l'ICE pendant environ un an et demi, période durant laquelle il a été transféré entre plusieurs établissements. Il a été informé du vol d'expulsion deux mois à l'avance. Comme Awad, il décrit comment les agents de l'ICE ont confisqué la carte d'identité et le passeport palestinien de Zeidan et ne les lui ont jamais rendus.

Zeidan a confié à son oncle qu'il avait été menotté « dès sa sortie de la prison [de l'ICE] jusqu'à ce qu'il descende de la voiture au poste de contrôle de Niânlin ». Pendant le vol, son oncle a dit qu'il avait mangé en « approchant son visage de l'assiette » ; lorsqu'il avait besoin d'aller aux toilettes, ils lui permettaient de retirer une main et une cheville des menottes.

Son oncle affirme que Zeidan a été contraint de signer des documents autorisant son expulsion, ce qu'il regrette aujourd'hui. « Il m'a dit que s'il n'avait pas signé ces papiers, il aurait pu renouveler sa carte verte d'une manière ou d'une autre », explique Khaled. « Maintenant, il ne peut plus retourner aux États-Unis. Toute sa famille est là-bas. »

### « Un système opaque, sans obligation de rendre des comptes »

L'empennage de l'avion privé utilisé pour les deux vols d'expulsion porte l'emblème de Dezer Development, une société immobilière créée par le promoteur israélien Américain Michael Dezer et aujourd'hui dirigée par son fils, Gil Dezer.

Les Dezers sont des partenaires commerciaux de Donald Trump depuis le début des années 2000. Ils ont construit six tours résidentielles sous la marque Trump à Miami, en Floride, et des documents montrent qu'ils ont conjointement fait don de plus de 1,3 million de dollars à ses campagnes présidentielles.

La somptueuse fête organisée l'année dernière pour les 50 ans de Gil Dezer a vu défiler des artistes connus en Trump. Son site indique qu'il est membre de Florida Friends of the Israel Defense Forces, une organisation Américaine à but non lucratif qui collecte des fonds pour l'armée israélienne.

Dezer a évoqué son « amour » pour le président dans une interview récente. « Je le connais depuis plus de 20 ans. J'étais son mari. Il était au mien. Nous sommes de bons amis. Je suis très fier qu'il occupe cette fonction. Je suis très fier du travail qu'il accomplit. »

Ces vols s'inscrivent dans le cadre des efforts accrus déployés par l'administration Trump pour expulser le plus grand nombre possible des plus de 10 millions d'immigrants sans papiers vivant aux États-Unis. À cette fin, l'ICE a affrété l'avion de Dezer à qui il a prêté le nom de son entreprise. Il a été décrit comme « mon jouet préféré » par l'intermédiaire de Journey Aviation, une société implantée en Floride fréquemment sollicitée par les agences fédérales pour leur fournir l'accès à une flotte de jets privés. (Journey a refusé de

---

commenter les vols d'opérateurs vers Israël).

Selon Human Rights First (HRF), qui suit les vols d'expulsion, le jet de Dezer a effectué quatre autres vols de renvoi depuis octobre, vers le Kenya, le Liberia, la Guinée et l'Eswatini.

D'après Savi Arvey, directeur de la recherche et de l'analyse pour les droits des réfugiés et des immigrants à la HRF, « Cet avion privé a été utilisé plusieurs reprises pour des vols ICE Air. Il fait partie d'un système opaque d'avions privés facilitant la campagne de déportation massive menée par cette administration, qui a ouvertement ignoré les procédures légales, séparé des familles et opéré en toute impunité. »

Dans un courriel, Dezer a souligné qu'il n'avait « jamais eu connaissance des noms » des personnes qui voyagent à bord de son jet lorsqu'il est affrété à titre privé par Journey, ni de l'objet du vol : « La seule chose dont je suis informé, ce sont les dates d'utilisation ».

Les responsables américains n'ont pas répondu aux questions concernant le coût des deux derniers vols vers Israël, mais selon ICE, le coût des vols charters oscillait auparavant entre près de 7 000 dollars et plus de 26 000 dollars par heure de vol. Des sources de l'industrie aéronautique estiment que les vols aller-retour vers Israël ont probablement coûté entre 400 000 et 500 000 dollars à ICE.

Comme les États-Unis ne reconnaissent pas l'État palestinien, il existe de grandes incohérences dans la manière dont les agents des services frontaliers classent les pays d'origine et d'expulsion des Palestiniens. Les Palestiniens arrivant aux États-Unis ont été identifiés comme provenant d'Israël, d'Égypte, de Jordanie ou de tout autre pays arabe par lequel ils auraient transité, la plupart de ces pays, et en particulier Israël, ayant généralement refusé de les accepter. En conséquence, les Palestiniens croupissent souvent dans les centres de détention pour immigrants américains plus longtemps que les autres immigrants.

Auparavant, lorsque les autorités chargées de l'immigration ne parvenaient pas à trouver un pays vers lequel les expulser, les Palestiniens étaient relâchés aux États-Unis, souvent avec un bracelet électronique et l'obligation de se présenter régulièrement à ICE. Mais comme l'administration Trump tient à respecter sa promesse d'expulsions massives, plusieurs Palestiniens ont été expulsés des États-Unis ces derniers mois.

D'anciens responsables du département de la Sécurité intérieure et du département d'État ont confirmé que les États-Unis avaient été réticents à expulser des Palestiniens via Israël dans le passé, et des avocats spécialisés dans l'immigration ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'implication d'Israël dans les expulsions, craignant que leurs clients ne se retrouvent détenus, interrogés ou maltraités par les mêmes forces de sécurité qu'ils furent souvent.

« [Il y a] désormais la volonté de mettre en œuvre ce que les autres administrations n'ont pas voulu faire », a insisté Maria Kari, une avocate qui a représenté des Palestiniens détenus par ICE. « Les renvoyer vers un endroit où ils risquent, selon toute vraisemblance, d'être en danger. »

Un porte-parole du département d tat étasunien a refusé de commenter, se contentant d indiquer qu il   coordonne étroitement avec le département de la Sécurité intérieure les efforts visant à rapatrier les étrangers en situation irrégulière à.

Un porte-parole du DHS (Département de la sécurité intérieure des USA) n a pas non plus répondu aux questions concernant les vols d expulsion vers Israël, mais a comment  :   Si un juge estime qu un étranger en situation irrégulière n a pas le droit de séjourner dans ce pays, nous allons l expulser. Point final.  

L ICE n a pas répondu aux questions. Le ministère israélien des Affaires étrangères et l administration pénitentiaire ont refusé de commenter.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction : JC pour l Agence Média Palestine

**date créée**  
2026/02/11